



La réalité de l'implication de la division SS *Das Reich* dans le massacre d'Oradour

Claude FRANC

Saint-cyrien de la promotion Maréchal de Turenne et breveté de la 102^e promotion de l'École supérieure de Guerre, colonel en retraite, auteur de plusieurs ouvrages sur la Grande Guerre et d'articles dans la presse militaire et civile spécialisée.

Le réarmement de l'Allemagne en 1955, par la mise sur pied de la *Bundeswehr*, a entraîné une violente réaction de propagande soviétique, alimentée par la rhétorique selon laquelle, par cette décision, l'Occident serait en train de redonner vie au militarisme allemand, mis à terre en 1945. Même si la ficelle était un peu grosse, il ne s'agissait, en fait, que de combler en partie un rapport de force conventionnel très défavorable au monde libre en Europe face à la menace soviétique. Dans les faits, le premier Inspecteur de la *Bundeswehr* – le rétablissement d'un poste de chef d'état-major général était interdit à l'Allemagne – était le général Heusinger, ci-devant chef du Bureau Opérations de l'OKH, en charge de la planification et de la conduite des opérations sur le front de l'Est, durant la guerre. Du pain béni pour la propagande du KGB.

Le monde atlantique a bien été forcé de trouver une parade à cette action de propagande communiste, redoutablement efficace, notamment en France et en Italie, deux pays dans lesquels l'influence du Parti était encore très forte. C'est donc à cette occasion, qu'une *doxa* fantasmée a été lancée et répétée, selon laquelle la *Wehrmacht* aurait eu les « mains propres » durant la guerre, tandis que les crimes de guerre allemands ne sont imputables qu'aux seules unités de la *Waffen SS*. En fait, ce clivage, tout de contre-propagande, ne résiste pas à l'analyse et, sans remonter aux crimes de guerre de la 7^e Panzer, commandée par Rommel, durant la campagne de France – le massacre raciste de tirailleurs sénégalais dont l'encadrement français a tenu à partager le sort dramatique –, l'exemple du massacre d'Oradour-sur-Glane demeure emblématique de cette implication de l'armée régulière allemande, la *Wehrmacht*, dans les crimes de guerre, perpétrés sur un théâtre d'opérations. Dans le cadre de cette *doxa*, il était acquis que la responsabilité du massacre d'Oradour, dont certains exécutants ont été jugés et lourdement condamnés par la justice française en 1953, relevait d'un niveau d'exécution, celui d'un commandant de régiment, dont les nerfs avaient « craqué » face aux actions de guérilla dont son unité, remontant vers la Normandie, eut à souffrir. Cette version ne correspond à aucune réalité, il s'agissait en fait d'une action planifiée à froid, par le plus haut



niveau de commandement, le commandant en chef à l'Ouest, selon la terminologie allemande de l'époque.

Fin mai 1944, en effet, le maréchal von Rundstedt, représentant emblématique de la tradition militaire prussienne puis allemande, commandant le théâtre occidental, transmet au général von Stülpnagel, qui exerce les fonctions de *Militärbefehlshaber (MilBfh) in Frankreich* (Commandant militaire des forces d'occupation allemandes en France) autre représentant de la vieille tradition militaire prussienne et, à ce titre, fortement impliqué dans la conjuration du 20 Juillet ⁽¹⁾, ses directives relatives au maintien de l'ordre, dès lors que l'occurrence du débarquement allié en France se fait chaque jour plus prégnante. Il y spécifie que les grandes unités, en cours de remise en condition dans le Sud de la France, après une dure campagne d'hiver en Ukraine, devraient mettre sur pied des « colonnes » chargées de terroriser la population par des actions de représailles, dans les régions où les maquis se sont développés, notamment le Massif central.

C'est en exécution de ces directives que, responsable des mouvements opérationnels des unités sur son territoire en tant que commandant territorial, Stülpnagel, lors de la mise en alerte de la 2^e *Panzer SS*, déployée au nord de Toulouse dans la région de Montauban, prescrit à son général commandant, un mouvement ferré de ses unités blindées par Bordeaux et Tours, avant de rejoindre une zone de déploiement opérationnel en Normandie, tout en mettant sur pied une « colonne de représailles » motorisée du volume d'un gros bataillon, chargée de semer la terreur dans le Massif central, avant de rejoindre par ses propres moyens, les gros de sa division, en Normandie.

C'est ainsi, en exécution de cet ordre, que l'équivalent d'un lieutenant-colonel fut désigné à la tête d'un détachement motorisé et qu'il intervint, dans un premier temps, à Tulle, libérée un peu vite, où 99 civils furent pendus haut et court aux lampadaires de la ville, selon un « mode d'action » assez courant dans les villes du front russe et, le lendemain, à Oradour-sur-Glane, où 643 habitants sont massacrés, certains brûlés vifs. Il s'agit bien d'une action concertée et planifiée par le commandement, en aucun cas une réaction irraisonnée d'un chef local dépassé par les événements. La responsabilité du commandement allemand, au plus haut niveau, est engagée. ♦

⁽¹⁾ NDLR : Le 20 juillet 1944, un complot se monte contre Hitler avec une tentative d'assassinat, dans le but de faire cesser la Seconde Guerre mondiale et de négocier une paix avec les Anglais et les Américains, tout en poursuivant le conflit contre l'URSS, c'est l'opération *Walkyrie*. Les conjurés furent notamment des haut gradés militaires, opposés à Hitler.